

À l'attention de :
DIRECTION GÉNÉRALE DU COMMERCE
ET DE LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE
Commission européenne
Rue de la Loi 200
1049 Bruxelles
Belgique

Paris le 4 décembre 2025

Par courriel : TRADE-R831-TABLEWARE-INTERIM@ec.europa.eu

Objet : Observations officielles de la confédération Générale des importateurs sur le réexamen intermédiaire partiel R831 :

Mesures antidumping applicables aux importations d'articles de vaissellerie et d'ustensiles de cuisine en céramique originaires de la République populaire de Chine

Madame, Monsieur,

Nous, soussignés, CONFEDERATION GENERALE DES IMPORTATEURS, agissant en qualité de partie intéressée ayant un intérêt à agir au sens de l'article 6, paragraphe 7, du règlement (UE) 2016/1036 (ci-après « le Règlement de base »),

Les producteurs de l'Union, les syndicats, les importateurs et les exportateurs ainsi que leurs associations représentatives, les utilisateurs et les associations des consommateurs qui se sont fait connaître conformément à l'article 5, paragraphe 10, ainsi que les représentants du pays exportateur, peuvent, sur demande écrite, prendre connaissance de tous les renseignements fournis par toute partie concernée par l'enquête, mis à part les documents internes établis par les autorités de l'Union ou de ses États membres, pour autant que ces renseignements soient pertinents pour la défense de leurs intérêts, qu'ils ne soient pas confidentiels au sens de l'article 19 et qu'ils soient utilisés dans l'enquête.

Vous soumettons par la présente nos observations formelles dans le cadre du réexamen intermédiaire partiel R831.

Conformément aux articles 11 et 20 du Règlement de base, nous souhaitons faire valoir que les conditions juridiques et factuelles requises pour l'ouverture et la poursuite de ce réexamen ne sont pas remplies.

Nous demandons en conséquence à la Commission de clore la procédure, ou à tout le moins de limiter la portée des mesures envisagées.

1. Absence de preuve d'un changement durable des circonstances (article 11(3))

Les éléments transmis par les requérants ne démontrent ni l'existence ni le caractère durable d'un prétendu changement des circonstances justifiant le réexamen.

Les évolutions invoquées (modernisation industrielle, capacités de production accrues, ajustements de prix) résultent de la dynamique normale du marché.

Elles ne sauraient constituer une preuve :

- de ventes à perte au sens de l'article 2 du Règlement de base ;
- d'un soutien étatique substantiel faussant les conditions de concurrence ;
- d'une modification structurelle affectant la pertinence des mesures existantes.

2. Défaut d'homogénéité de la définition du produit concerné

La définition actuelle du produit concerné présente une hétérogénéité excessive en regroupant : faïence, porcelaine, grès, poterie, articles décoratifs, articles utilitaires et produits professionnels.

Cette définition contrevient :

- Aux principes généraux du droit de l'Union,
- A la jurisprudence de la Cour de justice exigeant une comparabilité matérielle et économique,
- Aux bonnes pratiques méthodologiques nécessaires à une évaluation correcte du dumping.

3. Effets disproportionnés des mesures sur les importateurs

Les droits antidumping entraînent :

- Une augmentation exorbitante des coûts d'approvisionnement ;
- Des risques financiers élevés et des risques de dépôt de bilan de société fortement exposées car une partie substantielle de leur chiffre d'affaires est générée sur la vente des produits visés par les futurs droits antidumping ;
- Une perte de compétitivité et une augmentation des prix pour les consommateurs européens ;
- Une atteinte à la sécurité juridique et à la prévisibilité commerciale.

4. Contestation des allégations de contournement

Les supposés schémas de contournement mentionnés ne reposent sur aucune preuve directe. La reconfiguration des flux logistiques ne constitue pas en soi une fraude.

5. Demandes formelles adressées à la Commission

Nous demandons :

1. La clôture du réexamen ;
2. Une segmentation précise du produit concerné ;
3. Une réévaluation méthodologique des comparaisons de prix ;

4. La réduction ou suppression des droits pour certains segments ;
5. La communication complète des preuves additionnelles.

Conclusion

Nous considérons que les mesures envisagées dans le cadre du réexamen R831 seraient disproportionnées, juridiquement infondées et contraires à l'intérêt global de l'Union.

Nous restons disponibles pour fournir tout document complémentaire et participer aux auditions.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Jean-Marc MOINARD

Avocat de la CGI

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'J' and 'M' intertwined, with a horizontal line extending to the right.